



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 24 septembre 2019**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2019 – 153      AMENAGEMENT  
EXERCICE ET DELEGATION DU DROIT DE PRIORITE  
SITE DU CERGA**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2019, s'est réuni le mardi 24 septembre 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE  
(Prend part aux délibérations N°136 à N°146 et N°170 à N°178)
- Madame Mireille BANCEL (Prend part aux délibérations N°136 à N°157)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Monsieur Franck BARBEY
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Magali CONESA
- Madame Frédérique CATTART
- Madame Corinne SANJUAN

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Madame Valérie DAVID à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Anne-Marie DUVAL
- Madame Magali CONESA à Madame Mékia Noura ADDAD
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Corinne SANJUAN à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2019 - 157      ACQUISITION D'UN LOCAL 16 RUE CHARLES NEGRE**

**2019 – 166      CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE  
APPROBATION DU NOUVEAU CONTRAT**

Questions diverses :

/

DU 24 SEPTEMBRE 2019

**AMENAGEMENT  
EXERCICE ET DELEGATION DU DROIT DE PRIORITE  
SITE DU CERGA**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

En application des dispositions des articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme relatives au droit de priorité au profit des communes concernant l'aliénation des biens appartenant à l'Etat ou aux établissements publics de l'Etat, la Direction Départementale des Finances Publiques a fait part à la Ville de Grasse de l'intention de l'Etat de vendre un immeuble domanial correspondant aux locaux de l'ancien CERGA situé à Roquevignon sis, 10 avenue Nicolas Copernic cadastré BC n°37, 39 et 113 d'une contenance cadastrale totale de 12.062 m², moyennant un prix de 700.000 €.

Ce site constitue une opportunité stratégique pour la commune d'accueillir de nouvelles activités économiques à haute valeur ajoutée en lien avec le développement de l'offre de formation universitaire dans le cadre du projet de requalification du centre-ville et du dispositif « Action Cœur de Ville » tout en permettant la requalification de cette friche urbaine. L'EPF PACA, partenaire foncier de la Ville de Grasse est susceptible d'assurer le portage foncier de cette opération.

Le conseil municipal est appelé à autoriser M. le Maire à exercer et à déléguer sur ce bien l'exercice du droit de priorité à l'EPF PACA en application des articles L. 240-1 et L 213-3 du Code de l'urbanisme.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T
AMENAGEMENT		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu les articles L. 240-1 et suivants et L. 213-3 du code de l'urbanisme relatifs à l'exercice du droit de priorité.

Vu la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » signée le 14 septembre 2018 entre l'Etat, la Ville de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Banque des Territoires, la groupe Action Logement, l'Agence Nationale de l'Habitat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Vu la délibération du conseil municipal du 25 juin 2019 approuvant la convention d'intervention foncière sur le site « Action Cœur de Ville » entre la Ville de Grasse, la communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'EPF PACA et la signature de ladite convention le 5 juillet 2019.

Vu les courriers de la Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes-Maritimes - France Domaine service gestion, des 27 mai et 2 août 2019.

Considérant qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme instaurant un droit de priorité au profit des collectivités, la Direction Départementale des Finances Publiques a informé la Ville de Grasse de l'intention de l'Etat de vendre un immeuble domanial dénommé « Roquevignon », correspondant aux locaux de l'ancien CERGA situé sis, 10 avenue Nicolas Copernic, cadastré BC n°37, 39 et 113 dont les contenances cadastrales sont respectivement de 12m<sup>2</sup>, 949m<sup>2</sup> et 11.101m<sup>2</sup>. Le site comprend quatre bâtiments datant des années 1974 à 1979 et représentent une superficie totale d'environ 1.311m<sup>2</sup>.

Considérant les objectifs définis dans le cadre de la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » de Grasse notamment en matière de développement économique en lien avec l'offre de formation universitaire.

Considérant les termes de la convention d'intervention foncière sur le site « Action Cœur de Ville, signée le 5 juillet 2019 entre la Ville de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'EPF PACA et son périmètre d'intervention incluant le site de l'ancien CERGA.

Considérant que des discussions ont été engagées avec les services de l'Etat et l'EPF PACA afin de définir le cadre juridique et financier permettant le montage de l'opération.

Considérant l'opportunité stratégique pour la Ville de Grasse, conformément aux objectifs définis dans la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville », d'accueillir sur son territoire de nouvelles activités économiques en lien avec le développement de l'offre de formation universitaire et la vocation historique du site permettant, de surcroît, de requalifier ce site aujourd'hui à l'abandon.

Considérant qu'en accord avec la Direction Départementale des Finances Publiques sur la base des orientations retenues par la Sous-Préfecture de Grasse, il a été convenu que le droit de priorité dont bénéficie la commune soit délégué à l'EPF PACA en application de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 septembre 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'exercice du droit de priorité pour l'acquisition de l'immeuble dénommé « Roquevignon » cadastré BC n°37, 39 et 113, dont les contenances cadastrales sont respectivement de 12m<sup>2</sup>, 949m<sup>2</sup> et 11.101m<sup>2</sup> correspondant aux locaux de l'ancien CERGA situé sis, 10 avenue Nicolas Copernic, moyennant un prix de 700.000 €,
- **AUTORISER** la délégation du droit de priorité à l'EPF PACA pour l'acquisition de l'immeuble dénommé « Roquevignon » cadastré BC n°37, 39 et 113 appartenant à l'Etat moyennant un prix de 700.000€, et ce, en vue de la requalification des locaux par l'installation de nouvelles activités économiques sur ce site.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 voix abstentions :

Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD (2 voix), Monsieur BROSSY, Monsieur VOARINO, Madame VIDAL, Monsieur CAMERANO, Monsieur de FONTMICHEL.